



Brexit: accord en vue entre Londres et Bruxelles

Après dix mois de négociations tendues et laborieuses, l'Union européenne et le Royaume-Uni semblaient mercredi proches d'un accord sur leur future relation commerciale, qui leur permettrait d'éviter in extremis un "no deal" à seulement huit jours de la rupture définitive.

"Nous sommes dans la phase finale", a indiqué une source européenne. Une deuxième source évoquait "de grandes chances" de conclure un accord dans la soirée.

Les négociations sont depuis lundi entre les mains de la présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen et du Premier ministre britannique Boris Johnson, qui multiplient les échanges pour arracher un accord, selon des sources européennes.

L'accès des pêcheurs européens aux eaux britanniques restait mercredi matin l'ultime point d'achoppement des discussions, par ailleurs quasiment bouclées, y compris sur les sujets jusque là problématiques, comme la manière de régler les différends et les mesures de protection contre toute concurrence déloyale.

Un accord mercredi ou jeudi laisserait en théorie suffisamment de temps pour qu'il entre en application le 1er janvier, quand le Royaume-Uni, qui a officiellement quitté l'UE le 31 janvier dernier, aura définitivement abandonné le marché unique.

Les Etats membres ont d'ailleurs commencé mercredi après-midi à lancer le processus lors de "discussions informelles", ont indiqué des sources européennes.

Sans accord, les échanges entre l'UE et Londres se feraient selon les règles de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), synonymes de





droits de douane, de quotas, ainsi que de formalités administratives susceptibles d'entraîner des embouteillages monstres et des retards de livraison.

Un scénario particulièrement délicat pour le Royaume-Uni, déjà malmené par une variante plus virulente du coronavirus qui l'a isolé du reste du monde.

Malgré son faible poids économique, la pêche revêt une importance politique et sociale pour plusieurs Etat membres, dont la France, les Pays-Bas, le Danemark ou l'Irlande. Mais le Royaume-Uni en a fait le symbole de sa souveraineté retrouvée après le divorce.

"Mouvement des Britanniques"

Les tractations se concentrent sur le partage des quelque 650 millions d'euros de produits pêchés chaque année par l'UE dans les eaux britanniques et la durée de la période d'adaptation pour les pêcheurs européens.

L'UE a rejeté cette semaine une offre jugée inacceptable de Londres, lui proposant de renoncer à 35 % des espèces non-pélagiques (pêchées en haute mer), mais à 60 % de ses prises en incluant les espèces pélagiques, le tout sur une période de transition de 3 ans.

Bruxelles avait proposé quelques jours plus tôt de renoncer à environ 25 % de ces 650 millions à l'issue d'une période de six ans.

"La balle est dans le camp de Boris Johnson", a estimé un diplomate européen, pour qui la proposition de l'UE ne peut être qu'une "offre finale" étant donné les préoccupations qu'elle a déjà soulevées chez certains Etats membres, notamment le Danemark.





"Soit une percée est enregistrée mercredi avec un mouvement des Britanniques, soit les négociations basculent sur la semaine prochaine, après les fêtes", a-t-il ajouté.

Le négociateur européen, Michel Barnier, a en tout cas affirmé mardi aux Etats-membres que l'UE était prête à négocier "jusqu'à la fin de l'année et au-delà" si le blocage sur la pêche persistait. Objectif: se prémunir contre la pression du calendrier, quitte à accepter le choc d'un "no deal" le 1er janvier.

La conclusion d'un texte en à peine dix mois constituerait un exploit pour les négociateurs, surtout pour un accord de cette envergure, puisque de tels pourparlers commerciaux prennent en général des années.

La tâche a en outre été compliquée par le Covid-19, qui a contraint les négociateurs à échanger plusieurs semaines par visioconférence et parfois même à suspendre les discussions à cause de cas positifs dans les équipes de négociation.

Si un accord est confirmé, l'UE offrirait à son ancien Etat membre un accès inédit sans droit de douane ni quota à son immense marché de 450 millions de consommateurs, une première.

Lien article :

https://www.lepoint.fr/monde/brexit-accord-en-vue-entre-londres-et-bruxelles-23-12-2020-2406935_24.php#

